



## **CAPL N° 3 AGENTS C DU 12 DECEMBRE 2016** **MUTATIONS AU 1ER MARS 2017**

### **DECLARATION LIMINAIRE CAPL N° 3 DU 12 DECEMBRE 2016**

La CAPL de ce jour est convoquée dans le cadre du mouvement complémentaire des cadres C au 1<sup>er</sup> mars 2017 dans un contexte de suppressions d'emplois qui complexifie les possibilités de mutation de nos collègues.

**Depuis 13 ans, 35000 emplois ont été supprimés à la DGFIP.**

**Dans notre département, 51 emplois passeront à la trappe en 2017 (dont 18 C) s'ajoutant aux 259 suppressions de ces dernières années.**

**Nous sommes à nouveau dans le trio de tête des départements sacrifiés !**

Nous savons pertinemment que la politique d'austérité dont notre direction générale est la principale victime, va continuer de se traduire par une réduction continue des effectifs.

Pour faire face au manque croissant de moyens humains, on nous propose de nous adapter (nous avons fait la preuve depuis des dizaines d'années que nous le pouvons), de prioriser (on ne fait que cela à longueur d'année) de restructurer (comme si le redécoupage d'un gâteau trop gros permettait à moins de convives de le terminer) et de se serrer la ceinture pour nos rémunérations, nos promotions et nos droits et garanties.

Ainsi les agents subissent suppressions de postes, emplois vacants, pertes de technicité et de sens du travail, changements fréquents des systèmes d'information, concentrations des services tout en étant confrontés à un public fragile face aux nouvelles technologies. Nous vous le disons, il faut en finir avec cette mécanique infernale qui détruit notre administration à réseau déconcentré, en passe de broyer les agents.

**Les élues de la CGT Finances Publiques ne participeront pas à la discussion sur le mouvement exceptionnel car il n'est pas question pour nous de cautionner les restructurations et les fermetures de sites dans le département telles que les trésoreries de Courcelles Chaussy et Fénétrange au 1<sup>er</sup> janvier 2017, sans oublier celles des années précédentes.**

**Par ailleurs, nous voterons contre le mouvement proposé, qui ne répond aucunement aux besoins de notre réseau et qui n'est qu'une énième conséquence d'une politique gouvernementale que nous combattons.**

Nous exigeons donc l'arrêt des suppressions d'emplois et des restrictions budgétaires pour continuer à effectuer l'ensemble de nos missions de manière totalement satisfaisante, pour les agents comme pour le public.